

Harcèlement contre la médecine libérale

Posté le : 9 septembre 2020 09:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Réforme, sécurité sociale

Dans notre article précédent nous avons dénoncé le scandale d'une camarilla des hauts-fonctionnaires incapables qui, en dépit des résultats catastrophiques de la politique qu'ils ont menés face à la crise sanitaire se permettaient, en dehors de tout cadre démocratique, de détailler directement dans la presse les mesures qu'ils comptaient prendre pour faire du tort à la médecine libérale. Notre critique était plus institutionnelle que médicale.

Du coup nous avons été amenés à nous pencher un peu plus sur la politique menée ces derniers temps vis de la médecine libérale. Et qu'avons-nous découvert : un formidable harcèlement. Tous les maux de la médecine sont attribués aux médecins libéraux ! Leur nombre et leur formation : encadrés ; leurs prescriptions : encadrées avec un système de surveillance policier et la possibilité donnée à des fonctionnaires de ruiner leur carrière ; leur chiffre d'affaire : encadré ; leur revenu : encadré. Leur travail : rendu impossible par les tracasseries administratives. Et maintenant voilà qu'on veut en faire les boucs émissaires. L'Enarque Macron a fait défiler les médecins publics sans inviter le moindre médecin libéral. Les mesures envisagées visent à créer des kholkhos de médecins avec perte du choix du lieu d'installation. Les apparatchiks parlent aux koulaks ! Une ségrégation insultante s'est mise en place où les 16.000 femmes cat A qui peuplent le ministère de la santé sont intouchables, et où il est impossible de sanctionner les incapables qui nous ont mis face à la crise dans des conditions d'impréparation impardonnables, mais où les médecins libéraux qui ont été abandonnés en première ligne face à la crise sont marqués au fer rouge.

On a parlé pendant des mois uniquement des malades passés par les hôpitaux publics. On n'a applaudi que les personnels des hôpitaux publics. Mais la vérité commence à être claire pour tout le monde. On sait aujourd'hui que pour une personne passée par l'hôpital public, il y a eu 20 à 30 fois plus de passages en consultation libérale. Que les médecins et les personnels soignants libéraux ont été en première ligne sans aucune protection. Qu'ils ont été laissés sans aucune indication sur le mode de prise en charge. Qu'ils ont dû improviser des traitements et qu'ils ont suivi en masse le professeur Raoult qui disait à raison que le traitement antiviral devait être administré le plus tôt possible. Alors que le Buzyn puis Véran s'acharnaient à dire aux malades symptomatiques de rester chez eux sans traitement où ils infectaient leur famille et voyaient la maladie s'aggraver, les médecins essayaient de faire ce qu'ils pouvaient. Les querelles imbéciles entre clans ont fini même par cette mesure scandaleuse : interdire sous peine de sanction le seul traitement ayant un certain effet. Le résultat, nous le connaissons : des dizaines de médecins libéraux morts, des centaines d'assistants de vie ou d'infirmières libérales décédées du virus parce que laissés sans protection. Et une gestion des services d'urgence catastrophiques dont les résultats commencent à devenir public : 98% de décès pour les personnes de plus de 80 ans ; 50% de décès en moyenne. Le seul traitement a été au début la mise systématique des gens en réanimation et pour des durées trop courtes. Le seul rôle des infirmiers et médecins : retourner les malades intubés dans leur lit avant de les envoyer à Paris au frigo de Rungis. A la fin, les ambulanciers ne venaient plus chercher les malades de plus de 80 ans. Les statistiques de décès n'ont pas pris en compte les Ephaad pendant des semaines. Elles n'ont jamais pris en compte les décès à domicile.

Et au bout du processus de mensonges et d'inefficacité, radio-macron a laissé la parole à des fromagers pour qu'ils fassent porter le message que c'était la faute des médecins libéraux. Vous direz : qu'est ce que c'est que cette histoire de fromager ? Et bien oui, une chaîne de la TNT faisait

venir un fromager considéré comme truculent qui avait comme seul message inlassable : les médecins libéraux sont des riches et des fainéants. La crise sanitaire, c'est de leur faute ; la situation des urgences c'est de leur faute etc. Une vraie abjection ! Jusqu'au jour où un médecin a décidé de réagir. Un certain Jérôme Marty a répondu au fromager. Une claque magistrzle qui l'a fait taire. Puis il a écrit un livre « Le scandale des soignants contaminés » chez Flammarion qui justement montre que les médecins libéraux ont été gravement touchés par l'épidémie et pratiquement eux seuls dans le système médical. Les 16.000 fonctionnaires cat A des ARS et des services centraux du Ministère de la santé sont eux restés bien au chaud.

Le système sanitaire français est une catastrophe. La gratuité totale des soins et une catastrophe. L'organisation soviétique de la santé est une catastrophe ; la bureaucratie fascisante qui règne en médecine est une catastrophe. Qu'on ne croit pas qu'il s'agisse seulement d'un aspect droite-gauche. Madame Bachelot voulait que la vaccination contre le H1N1 soit faite par tous sauf les médecins libéraux. L'abruti socialiste Véran interdit aujourd'hui que les tests de détection de la contamination soient faits par les médecins, les infirmières libérales et les pharmacies. Résultats : les laboratoires n'ont pas le personnel pour faire face à la demande et les queues s'allongent partout devant leur porte. C'est exactement la même mentalité. Mme Bachelot après un tour comme comique de télévision n'a pas hésité une seconde d'être recrutée comme potiche dans le gouvernement Macron2, après avoir proféré cette sordide idiotie : c'était aux médecins libéraux de se procurer des masques, alors que le gouvernement a interdit toute distribution et s'est réservé tous les masques existants ou commandés.

Lorsque les socialistes de l'Union des Républiques Socialistes ont massacré leurs paysans, la pénurie s'est installée pour des décennies. A chaque disette ou famine, on incriminait le paysan. La mentalité qui prévaut en France en matière de médecine ne vaut guère mieux. Elle contamine tous les milieux politiques avec un cluster massif : la haute fonction publique socialisante et les politiciens médiocres qu'ils acceptent de promouvoir, avec des relais minables dans la presse. Nous avons en France les mêmes pénuries et les mêmes injustices, 30 ans après la chute de l'URSS.

Il faut radicalement changer le cours des choses. De même que l'URSS a fini par disparaître, il faut faire disparaître le système taré actuel.

Première mesure : se débarrasser d'Emmanuel Macron, jeune cinglé, et de sa cour de hauts-fonctionnaires socialisants et/ou soviétisants.

Seconde mesure : interdire le mélange politique et haute administration en interdisant des carrières politiques à des hauts fonctionnaires, sauf s'ils démissionnent de leur statut.

Troisième mesure : sanctionner durement les autorités défaillantes responsables du désastre de la gestion de la crise sanitaire.

Quatrième mesure : renvoyer les 16.000 femmes fonctionnaires cat A du Ministère de la santé avec obligation de trouver du boulot dans le privé. Au moins elles seront ce qu'est un vrai travail.

Cinquième mesure : mettre fin à la gratuité absolue du petit risque.

Sixième mesure : rendre le pouvoir médical aux médecins, en démantelant les ARS et en changeant le système de pilotage de la médecine. Redonner la liberté aux médecins d'engager les traitements qu'ils jugent bons., les erreurs et les abus étant seuls sanctionnés a postériori.

Septième mesure : s'appuyer massivement sur le secteur libéral pour lutter contre la crise en les engageant massivement dans les tests, et dans l'administration de tout traitement utile.

Huitième mesure : cesser de subventionner certaines chaînes de la TNT qui se sont montrées particulièrement lâches et toxiques pendant toute la crise sanitaire et virer les intervenants qui se

sont mis vilement au service de la haute fonction publique socialiste pour faire leur carrière.

Radical ? Un peu. Mais absolument nécessaire avant l'effondrement total de la médecine en France.